

Waterloo

ALESSANDRO BARBERO

18 juin 1815, Waterloo. Près de 200 000 hommes s'affrontent sur une petite langue de terre d'à peine quatre kilomètres sur quatre : les troupes de Wellington, coalition hétéroclite de différentes nationalités, l'armée prussienne de Blücher et celle de l'empereur Napoléon. Des hommes de conditions diverses, frottés à la guerre ou non, tel ce vieux prince prussien qui confesse « puer un peu » ou ces soldats irlandais qui traquent les femmes et l'eau-de-vie, dînant d'une maigre soupe assaisonnée de poudre avant de s'endormir dans la boue.

Entremêlant avec une extraordinaire maîtrise sources et témoignages, Alessandro Barbero nous restitue le véritable déroulement, livrant ainsi le roman vrai de cette bataille légendaire.

Formidable conteur, **Alessandro Barbero** est professeur d'histoire à l'université du Piémont-Oriental de Vercelli et spécialiste d'histoire militaire. Il est notamment l'auteur du *Jour des barbares* (Champs, 2010) et de *La Bataille des trois empires* (Champs, 2014).

« Dans cette extraordinaire reconstitution,
on entre dans le feu, si l'on ose dire, de l'action »

L'EXPRESS

libres **Champs**

Une époque, un récit,
l'exactitude des sources
racontées à la manière
d'un roman car la réalité,
souvent, dépasse la fiction.

Flammarion

Waterloo

libres Champs

**Une époque, un récit,
l'exactitude des sources racontées
à la manière d'un roman...**

Le Dernier Duel
par Eric JAGER
Flammarion, 2010

Les Disparus de Shangri-La
par Mitchell ZUCKOFF
Flammarion, 2012

Le Lièvre aux yeux d'ambre
par Edmund DE WAAL
Albin Michel, 2011

Quattrocento
par Stephen GREENBLATT
Flammarion, 2013

La Traque du mal
par Guy WALTERS
Flammarion, 2010

Waterloo
par Alessandro BARBERO
Flammarion, 2005

ALESSANDRO BARBERO

Waterloo

*Traduit de l'italien
par Elizabeth Auster*

libresChamps

Titre original : *La battaglia. Storia di Waterloo*,
© 2003, Gius. Laterza & Figli, Rome-Bari.

© Éditions Flammarion, 2005, pour la traduction française.

© Éditions Flammarion, 2008, 2015 pour cette édition.

ISBN : 978-2-0813-6628-2

L'histoire d'une bataille, c'est un peu comme celle d'un bal. Certains peuvent se souvenir de tous les petits faits dont le grand résultat est la bataille gagnée ou perdue, mais personne ne peut se souvenir de l'ordre et du moment exact où ils sont advenus, et c'est précisément cela qui fait toute la différence.

Je m'oppose à toute intention d'écrire une histoire de la bataille de Waterloo. Car si l'on en écrit la véritable histoire, qu'adviendra-t-il de la réputation de moitié de ceux qui s'en acquirent une et qui la méritèrent par leur courage, mais qui ne s'en tireraient peut-être pas aussi bien si leurs erreurs étaient rendues publiques ?

Laissez tomber avec la bataille de Waterloo.

Wellington

PROLOGUE

Dans l'après-midi du 1^{er} mars 1815, une flottille composée d'un navire de guerre et de six petites embarcations jeta l'ancre au large d'Antibes, en vue de ce qui constitue aujourd'hui l'une des villégiatures les plus luxueuses de la Côte d'Azur et n'était alors que de misérables villages de pêcheurs agrippés à un territoire inhospitalier. Les bateaux à peine ancrés, leurs chaloupes étaient mises à l'eau et des escadrons de soldats commençaient à débarquer, sous les yeux ébahis du fonctionnaire des douanes accouru pour contester la régularité de l'abordage. Les premiers soldats qui touchèrent terre allèrent frapper au fort d'Antibes, et y furent promptement arrêtés. Mais les chaloupes continuaient à en transporter d'autres, jusqu'à ce qu'il y eût sur la plage plus d'un millier de grenadiers, deux canons et même un escadron de lanciers qui parlaient polonais entre eux. Finalement, vers le soir, le maître de tous ces gens descendit en personne à terre par une passerelle improvisée que soutenaient pour lui ses hommes, entrés dans l'eau jusqu'à la taille, et un officier fut dépêché au commandant du fort afin de lui notifier que l'empereur, après dix mois d'exil à l'île d'Elbe, avait regagné la France pour y reprendre possession de son trône.

La nouvelle du retour de Napoléon était si extraordinaire que, même en ce temps qui ignorait encore les

médias, elle fit en quelques jours le tour du continent, suscitant partout consternation ou enthousiasme. L'Europe avait réellement cru terminées les guerres napoléoniennes et, avec elles, la Révolution qui avait incendié le monde pendant vingt-cinq ans. Les rois avaient repris possession de leur trône, les armées avaient été démobilisées et la conscription obligatoire abolie ; une classe politique cosmopolite et satisfaite d'elle-même s'apprêtait à gérer tranquillement une longue paix. Le fait que Napoléon fût encore vivant, en exil sur une île, quelque part dans la Méditerranée, était certes ennuyeux, mais l'on s'efforçait de le refouler : quand le duc de Wellington annonça au Congrès de Vienne que l'exilé s'était enfui d'Elbe et avait débarqué en France, les délégués éclatèrent de rire, croyant à une plaisanterie. Quelques jours suffirent à leur faire changer d'opinion : le 13 mars, le Congrès publia une résolution, formulée dans le français diplomatique de l'époque, où il déclarait Napoléon hors la loi, sujet à la « vindicte publique ». Après quoi le Parlement anglais et les chancelleries de la moitié de l'Europe commencèrent à discuter pour établir si, sur la base de cette formule, tout homme pouvait le tuer impunément ou s'il fallait au contraire l'arrêter et le faire comparaître en procès.

Le 20 mars, l'empereur entra pour sa part triomphalement dans Paris, d'où il envoya des lettres personnelles à tous les souverains d'Europe : il y assurait sur le plus modeste des tons ne désirer que la paix et renoncer à toute revendication sur les territoires qui avaient appartenu à la France à l'apogée de son empire. Les chancelleries européennes ne daignèrent pas y répondre. À Londres, le Premier ministre n'autorisa même pas le prince régent à ouvrir la missive et la fit retourner

encore cachetée. Dès le 25 mars, les quatre grandes puissances – Angleterre, Autriche, Russie et Prusse – qui avaient défait Napoléon l’année précédente signaient un traité d’alliance par lequel elles s’engageaient à mettre sur pied une armée de cent cinquante mille hommes chacune en vue d’envahir la France sitôt que possible. L’Angleterre, la puissance économique alors dominante dans le monde, accepta de financer la mobilisation de ses alliés, et la banque Rothschild commença à récupérer de toutes parts les liquidités afin de fournir au gouvernement de Sa Majesté l’énorme somme de six millions de livres sterling que l’on estimait nécessaire pour payer le tout.

Dans ces conditions, il ne restait plus à Napoléon qu’à réarmer. Il le fit avec ses extraordinaires capacités d’organisation, qui n’avaient en rien diminué au fil des ans. L’armée laissée en héritage par les Bourbons fut ramenée à ses pleins effectifs. Les conscrits de l’année précédente furent rappelés. La Garde nationale fut mobilisée. On entama une production massive de fusils. On acquit ou confisqua tous les chevaux disponibles. On brûla en quelques semaines les réserves du Trésor et on extorqua aux banques réticentes des financements. Même ainsi, l’empereur ne pouvait penser s’opposer avec succès aux quatre armées qui s’apprêtaient à envahir la France. Il s’y était essayé un an auparavant alors qu’il avait nettement plus de ressources, et cela ne lui avait rien valu. L’unique espoir était de les prendre de vitesse. De fait, même si la période d’entraînement des conscrits pouvait se réduire à quelques petites semaines en cas d’urgence, les armées de l’époque avaient besoin de plusieurs mois pour s’équiper et se mettre sur le pied de guerre. Au début de l’été, seules deux des quatre armées d’invasion étaient rassemblées aux frontières de

la France : l'une, commandée par le duc de Wellington, comprenait en sus du contingent britannique les troupes des Pays-Bas et de diverses principautés allemandes ; l'autre était l'armée prussienne au commandement du vieux feld-maréchal von Blücher. Chacune de ces deux armées, prise en elle-même, était plus faible que celle que Napoléon avait destinée à la défense de la frontière septentrionale, l'Armée du Nord. Aussi l'empereur avait-il de bonnes chances de les battre s'il réussissait à les attaquer séparément.

Si l'on veut comprendre le plan de Napoléon, il convient de savoir qu'une armée qui avait pris ses quartiers en attendant le début des opérations occupait un territoire immense. Les soldats, à l'époque, étaient logés chez les civils qui avaient l'obligation légale de les héberger ; or, pour loger et nourrir une telle quantité d'hommes et de chevaux, il était indispensable de les disperser. Début juin, l'armée de Wellington et celle de Blücher étaient cantonnées sur presque tout le territoire de la Belgique, l'une au nord-ouest, l'autre au sud-est. Pour concentrer ses troupes et livrer combat dans des conditions optimales, chacun de ces deux généraux allait avoir besoin de deux ou trois jours au moins. En avançant par surprise au milieu d'eux, l'empereur comptait anéantir le premier des deux qui viendrait à sa portée, sans que l'autre fût en mesure d'intervenir. Le succès du plan dépendait, à l'évidence, de son caractère secret. Dans les premiers jours de juin, Napoléon ferma les frontières et donna ordre que pas un homme, pas une diligence, pas une lettre ne sortît de France. Puis, avec une extrême rapidité, il concentra l'Armée du Nord derrière la frontière belge. À l'aube du 15 juin, les premières patrouilles de cavalerie entrèrent en territoire

ennemi, sitôt suivies par de longues colonnes d'infanterie. Ainsi commençait la campagne de Waterloo en laquelle les survivants des deux camps, tous également convaincus d'avoir lutté pour la juste cause, devaient voir, comme l'écrit un officier anglais, « un terrible combat mené pour un enjeu terrible : la liberté ou l'esclavage de l'Europe ».

PREMIÈRE PARTIE

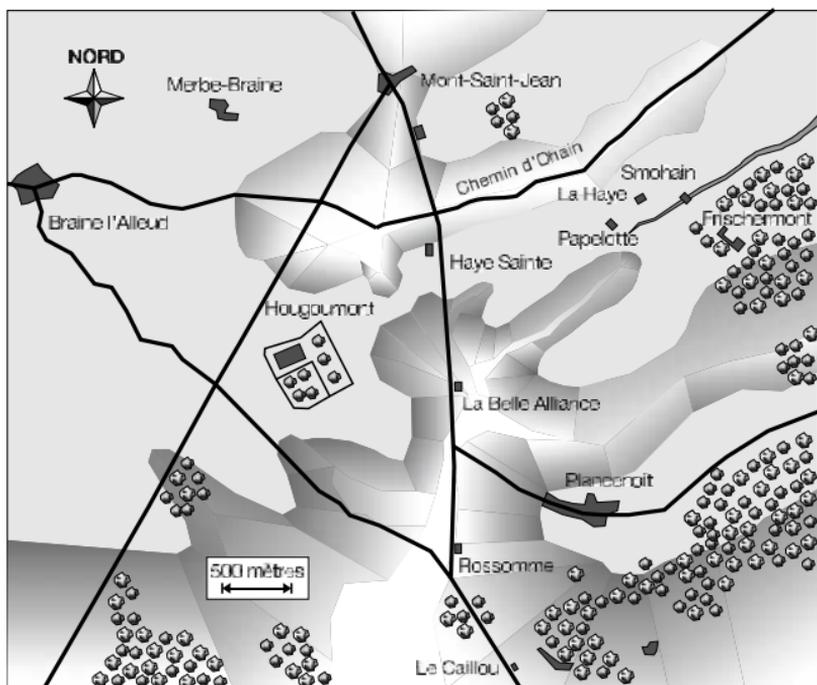
« NOUS VERRONS DEMAIN »

1. La veille

C'était presque le soir. Depuis le début de l'après-midi il avait commencé à pleuvoir et les collines du Brabant gorgées d'eau s'étaient transformées en une mer de boue. Seule la route pavée, la grand-route qui menait de la frontière française à Bruxelles, était encore praticable, bien qu'à grand-peine. S'y pressaient les soldats, les chevaux, les canons de Napoléon, à la poursuite de l'armée de Wellington en retraite. Dans des conditions normales, ce 17 juin, il aurait dû faire jour jusqu'à plus de neuf heures ; mais, depuis que le soleil chaud du matin avait fait place à des averses, l'horizon s'était obscurci, comme à la tombée d'un crépuscule précoce. Dans l'une et l'autre armée, tous les soldats, jusqu'au dernier jeune homme hollandais ou allemand recruté depuis quelques petites semaines dans la milice et totalement ignorant de ce qu'était la guerre, comprenaient que, pour ce jour-là, il n'y aurait plus de bataille. Mais le lendemain ?

Chevauchant sous le déluge, Napoléon arriva à l'auberge dénommée la Belle-Alliance qui se dressait et se dresse toujours en un point panoramique à côté de la grand-route, dans la commune de Plancenoit. De là, on voyait la route descendre par à-coups à travers une vaste zone de champs cultivés que la pluie avait réduits à l'état de marécages, puis remonter vers une longue crête, parallèle à la ligne de l'horizon, sur laquelle se détachait à

l'époque un grand orme solitaire. Là, la route de Bruxelles croisait une autre route, de moindre importance, appelée localement le chemin d'Ohain, qui courait tout le long de la crête ; une fois passé le croisement, la grand-route descendait, désormais invisible, vers une autre ferme et un petit groupe de maisons, pas vraiment un village, nommés tous deux Mont-Saint-Jean. Un homme à pied avait et a besoin d'un bon quart d'heure pour parcourir la distance entre la Belle-Alliance et ce croisement, qui existe encore aujourd'hui, même si les routes sont toutes asphaltées et qu'à la place de l'orme a surgi un groupement d'hôtels et de restaurants.



1. Le champ de bataille (Waterloo se trouve deux kilomètres plus au nord, et ne figure pas sur la carte)

Napoléon braqua la longue-vue que s'était empressé de lui tendre un de ses aides et explora l'horizon. Une

sombre colonne d'infanterie ennemie traversait d'un bon pas le vallonnement et s'apprêtait à remonter le versant opposé, sous la protection d'une ligne de cavalerie anglaise déployée le long de la crête et prête à charger pour couvrir la retraite des derniers fantassins, comme elle l'avait déjà fait à plusieurs reprises au cours de cette fatigante journée. Les premières avant-gardes de la cavalerie française étaient elles aussi descendues dans le vallonnement et se tenaient à faible distance de l'arrière-garde ennemie pour lui faire sentir le souffle de la poursuite. Il pleuvait à torrents et, sous le ciel bas et sombre, il était impossible de voir quoi que ce soit de plus. Le gros de l'armée de Wellington, cette armée de bric et de broc dans laquelle on parlait quatre langues, composée comme elle l'était de troupes anglaises, allemandes, belges et hollandaises, avait déjà disparu derrière la dorsale de Mont-Saint-Jean.

L'empereur descendit de cheval, entra dans l'auberge et, le temps d'ôter lui-même son chapeau et sa capote trempés par la pluie, fit étendre sur la table la carte qu'il emportait toujours avec lui, dans un compartiment de sa berline de campagne prévu à cet effet, avec tous les livres et les documents qui pouvaient lui être utiles pendant la campagne. Sur la carte de géographie réalisée par Ferraris pour le gouvernement autrichien en 1777 et imprimée à Paris par Capitaine en 1795, on voyait assez clairement que la grand-route, après avoir dépassé la crête et le village de Mont-Saint-Jean, longeait encore quelques fermes isolées et un moulin à vent avant d'atteindre un autre gros village : Waterloo. Derrière celui-ci s'étendait un grand bois, la forêt de Soignes. Après Waterloo, la route s'enfonçait résolument entre les arbres. En continuant à la suivre du doigt sur la carte,

on pouvait aisément calculer qu'une colonne d'infanterie, en marchant sur le pavé, allait mettre quelques heures à traverser la forêt et à sa sortie se trouverait en vue des clochers de Bruxelles.

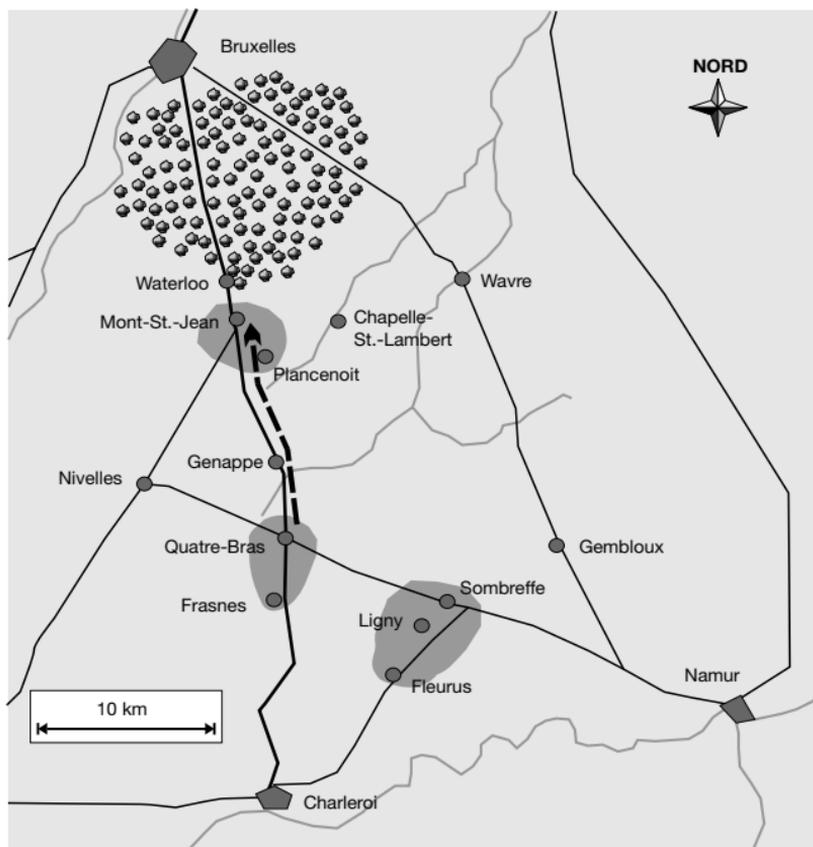
Pour Napoléon, la situation s'éclaircissait, car il n'y avait que deux solutions. Si le duc de Wellington avait l'intention de défendre Bruxelles, il devait livrer bataille avant Waterloo. Son armée devait donc s'être arrêtée là, à l'abri de cette crête longue et basse qui la dissimulait à la longue-vue de l'empereur. On ne livrait pas bataille dans une forêt, en un temps où il n'était d'autre moyen de manœuvrer une armée et d'en maintenir la cohésion que la figure et la voix de son général et de ses aides. Quant à se réfugier dans la métropole avec toute l'armée et y attendre passivement les événements, les généraux d'une autre génération l'auraient peut-être fait ; mais, après ce que Napoléon avait appris au monde, personne n'aurait été assez fou pour se fourrer de soi-même dans une chausse-trape, et précisément face à cet homme-là. Si Wellington voulait défendre Bruxelles, évitant à son allié, le roi des Pays-Bas, la honte de perdre une de ses capitales dès les premiers jours de la guerre, il allait donc passer la nuit à Mont-Saint-Jean et livrer bataille le lendemain.

Si, au contraire, les colonnes ennemies poursuivaient leur triste retraite sous la pluie, cela voulait dire que leurs avant-gardes s'étaient déjà enfoncées dans la forêt de Soignes et que le duc avait renoncé à défendre Bruxelles. Mais cette hypothèse, pour favorable qu'elle ait été en apparence, ne réjouissait pas l'empereur. Au milieu de ces mêmes douces collines, plus à l'est, mais pas très loin de là, une autre armée était en marche sous la pluie : l'armée prussienne que Napoléon avait battue le jour précédent à Ligny et qui se retirait à présent, sans que

l'on ait encore su bien clairement par quelles routes et dans quelle direction. En acceptant d'abandonner Bruxelles et en se retirant encore plus en arrière, Wellington pouvait se joindre aux Prussiens. En pareil cas, la prise de la ville n'aurait plus aucun sens. Si Napoléon était entré en Belgique, attaquant le premier les deux armées ennemies qui s'amassaient aux frontières de la France, c'était précisément pour les affronter et les battre séparément : laisser s'enfuir les Anglais maintenant et permettre qu'ils s'unissent aux Prussiens revenait à voir s'évanouir l'objectif de la campagne.

L'empereur préférait donc voir Wellington s'arrêter pour livrer combat le long de la dorsale de Mont-Saint-Jean plutôt que de le voir prolonger la marche de ses hommes épuisés dans l'obscurité de la nuit. Cette bataille-là, Napoléon se sentait capable de la gagner : la forêt de Soignes allait se transformer en un piège mortel au dos de l'ennemi vaincu. Il était donc urgent de découvrir ce que Wellington avait en tête. Car si, de l'autre côté de la colline, ses troupes continuaient leur retraite, il fallait se porter immédiatement en avant et continuer la poursuite sans concéder de répit. Si, au contraire, l'armée ennemie se préparait à bivouaquer à l'abri de la crête, les troupes françaises recrues de fatigue pouvaient elles aussi, à mesure qu'elles atteignaient les hauteurs de la Belle-Alliance, être orientées vers les bivouacs pour y faire la soupe et essayer de dormir quelques heures sous la pluie, en vue de la bataille du lendemain.

Avec l'avant-garde de la cavalerie française étaient arrivées à la Belle-Alliance deux batteries d'artillerie à cheval dotées de douze pièces de six livres. L'empereur donna ordre à ces canons de se mettre en position et d'ouvrir le feu contre la crête où l'on entrevoyait encore, derrière un voile de pluie, la cavalerie ennemie en attente. À cette



Champs de bataille 
 retraite anglaise
 le 17 juin 

2. L'aire stratégique de la campagne

distance et sous l'averse, les canons ne pouvaient causer de grands dommages, mais si les Anglais n'étaient là qu'en couverture, ils allaient abandonner la position pour reprendre leur marche, à présent que toute l'infanterie était en sûreté. Il ne se passa guère de temps avant que l'artillerie ennemie commence, au contraire, à répondre au feu, non point avec quelques pièces, mais

avec un grand nombre de batteries réparties tout le long de la crête. L'infanterie française qui arrivait en colonne sur la grand-route se trouva sous le feu et subit quelques pertes avant que ses officiers parviennent à la faire reculer vers une position plus abritée, et quelques boulets de canon touchèrent l'auberge de la Belle-Alliance. Après un court laps de temps, Napoléon décida qu'il en savait assez et ordonna d'interrompre l'action : Wellington avait résolu d'accepter la bataille devant la forêt ; son armée était perdue.

Tant qu'il resta un peu de lumière, l'empereur continua à observer, à l'aide de sa longue-vue, ce qui, le lendemain, allait devenir le champ de bataille. La principale position défensive était la dorsale de Mont-Saint-Jean. L'ennemi attendrait sans aucun doute l'attaque française à l'abri de ce relief apte à le protéger des bombardements d'artillerie : à ce que racontaient ses généraux, cela avait toujours été la tactique favorite de Wellington, qui les avait battus l'un après l'autre durant la longue et féroce guerre d'Espagne. En avant de cette crête se trouvaient quelques points susceptibles de gêner l'offensive française, que l'ennemi allait certainement fortifier. Au centre, juste à côté de la route pour Bruxelles, se dressait la ferme de la Haye-Sainte, un édifice de pierre entouré d'une robuste enceinte, à demi caché dans un pli du terrain. Il faudrait la prendre, avant de pouvoir percer le dispositif ennemi en son centre. Au fond à gauche, sa longue-vue montrait à Napoléon un bouquet d'arbres. L'œil ne saisissait rien d'autre, mais la carte indiquait que se cachait dans ce bois un ensemble d'édifices, le château d'Hougoumont. S'il décidait de déborder l'ennemi de ce côté, Napoléon devrait avant toute chose se rendre maître de ce bois, qui se trouvait fortement décalé vers lui, au fond du vallonnement, à mi-chemin entre la



3. Agrandissement de la carte de Ferraris et Capitaine

dorsale de la Belle-Alliance et celle de Mont-Saint-Jean. Du côté opposé, enfin, sur la droite de l'empereur, il y avait, difficilement visibles au milieu de maigres touffes d'arbres, différents petits hameaux habités, signalés sur la carte par les noms de Papelotte, la Haye et Smouhen (ou Smohain, selon la graphie actuelle), qui, s'ils étaient défendus, pourraient protéger l'ennemi d'un débordement par son flanc gauche.

Tandis que Napoléon examinait la position, ses commandants de corps arrivèrent au rapport et reçurent des instructions pour le bivouac des troupes sur la ligne de crête de la Belle-Alliance ou, plus en arrière, le long de la route, dans le cas des corps qui se trouvaient encore trop loin pour parvenir jusque-là. Hormis ces ordres concernant le bivouac, les généraux ne se virent transmettre aucune disposition par l'empereur. « Nous verrons demain », dit Napoléon à d'Erlon, commandant du 1^{er} corps, avant de monter à cheval pour gagner la ferme du Caillou, quelques kilomètres plus en arrière, où le nombreux personnel de sa cour lui préparait son dîner et son lit de camp. En vérité, l'empereur savait trop peu de chose de la disposition adoptée par l'ennemi à l'abri de la crête pour pouvoir décider à l'avance ce qu'il adviendrait. Lui-même, par ailleurs, avait toujours répété que l'on ne peut planifier les batailles sur le papier, comme si elles étaient des représentations théâtrales, mais qu'il fallait savoir les gérer en improvisant : « On s'engage, et puis on voit. » Du moment que l'ennemi restait où il était, on avait tout le temps de le contraindre à dévoiler ses positions ; c'est alors que l'on verrait où déclencher l'attaque décisive.

À la ferme du Caillou, Napoléon dîna seul dans une pièce.

Dans une salle adjacente avait été dressée une table où prirent place ses aides de camp et plusieurs officiers supérieurs, dont le colonel Combes-Brassard, chef d'état-major du 6^e corps. Au cours du dîner, l'un des hommes évoqua la bataille qui les attendait le lendemain à voix forte et fut entendu de l'empereur. Ce dernier fit alors irruption dans la pièce et, après quelques pas, les mains derrière le dos, sans s'adresser à l'un ou à l'autre, s'exclama : « Une bataille ! messieurs ! Savez-vous bien ce que c'est, une bataille ? Il y a des empires, des royaumes, le monde ou le néant, entre une bataille gagnée et une bataille perdue ! » Et, sur ce, il regagna son appartement. Le colonel Combes-Brassard devait déclarer plus tard qu'il avait cru entendre un arrêt du Destin.

2. « Qui attaquera en premier demain ? »

Le duc de Wellington n'avait jamais eu l'intention d'abandonner Bruxelles sans combattre. Deux jours plus tôt, en recevant la terrifiante nouvelle que Napoléon avait envahi la Belgique sans que ses espions soient parvenus à l'en avertir, le duc avait tenté de concentrer son armée entre Bruxelles et la frontière pour intercepter au plus vite l'avancée ennemie, tandis que son collègue prussien, le feld-maréchal Blücher, rassemblait ses troupes plus à l'est. Il en était résulté, le 16 juin, la double bataille des Quatre-Bras et de Ligny, au cours de laquelle Wellington était parvenu avec peine à arrêter les colonnes françaises commandées par le maréchal Ney, lieutenant en cette campagne de Napoléon, cependant que l'empereur, non loin de là, avait défait les Prussiens avec le gros de son armée. Le matin suivant, constatant

que la défaite prussienne rendait indéfendable la position des Quatre-Bras, Wellington avait ordonné la retraite (« le vieux Blücher s'est fait sérieusement malmener et s'est retiré. Lui parti, nous devons nous en aller nous aussi »). Mais le duc était bien décidé à tenter de nouveau le sort devant Bruxelles. S'il abandonnait la capitale de la Belgique sans combattre, la bataille des Quatre-Bras apparaîtrait comme une défaite, car c'est le perdant qui se retire et abandonne à l'ennemi les objectifs stratégiques au lendemain d'un affrontement : la presse anglaise allait le manger tout cru. Le duc de Wellington était un général prudent, mais c'était aussi un politique ambitieux, avec une image à défendre : il n'avait d'autre choix que d'affronter une nouvelle bataille.

Vu la situation, il y avait un seul endroit où cela allait lui être possible : devant ce village de Waterloo qui constituait le dernier centre habité avant la grande forêt. La légende s'est emparée de l'épisode où Wellington, le soir du 15 juin, en consultant la carte de géographie chez le duc de Richmond à Bruxelles, après avoir exprimé son irritation touchant la manière dont se déroulaient les choses (« Napoléon s'est joué de moi, Bon Dieu !), aurait indiqué du doigt deux points l'un après l'autre : les Quatre Bras (« mais nous ne l'arrêterons pas là ») et Waterloo (« alors, je dois l'affronter ici »). En réalité, il ne s'agissait pas d'une prédiction surnaturelle : la série de crêtes et de vallonnements parallèles au sud de Waterloo était l'endroit le plus adapté pour une bataille défensive sur tout le trajet de trente-cinq kilomètres environ qui séparait les Quatre-Bras de Bruxelles. Dès l'année précédente, Wellington, arrivé là lors d'un tour d'inspection, avait repéré le lieu avec l'œil du professionnel habitué à évaluer, où qu'il aille, le terrain, et à en

prendre mentalement note à toutes fins utiles dans l'avenir.

Dans les derniers temps, lorsqu'il était devenu clair que Napoléon se préparait à frapper, le duc était retourné à Waterloo et avait confirmé à plus d'un officier que tel était l'endroit où il entendait livrer bataille, s'il se trouvait dans la nécessité de défendre Bruxelles. Déjà à l'aube du 16 juin, alors que les troupes alliées venaient à peine d'être mises en alerte, le bruit courait parmi les officiers anglais qu'il fallait marcher vers un endroit du nom de Waterloo, même si celui-ci ne disait rien à la plupart d'entre eux. Sir Augustus Frazer, qui commandait l'artillerie à cheval, écrivit ce matin-là dans une lettre à sa femme, après un entretien avec son supérieur, sir George Wood : « Je viens d'apprendre que le duc partira dans une demi-heure. Wood pense vers Waterloo, que nous ne parvenons cependant pas à trouver sur la carte. C'est la même histoire qu'à l'ordinaire. » Le lendemain, la retraite des Quatre-Bras avait à peine commencé que Wellington renvoyait en arrière, à Waterloo, son chef d'état-major, le colonel de Lancey, avec la tâche de repérer précisément la position à défendre. Lancey considéra d'abord la dorsale de la Belle-Alliance, mais décida que la ligne défensive y serait trop longue, et finalement opta pour la ligne de crête suivante, celle de Mont-Saint-Jean.

En cette fin d'après-midi du 17, à mesure que les troupes remontaient la pente et disparaissaient à la vue de l'ennemi, le duc de Wellington ne les fit donc pas poursuivre sur Bruxelles, mais les envoya bivouaquer tout le long de la crête, déjà en position pour recevoir l'attaque française le matin suivant. Le long de toute la dorsale courait, transversal à la route pour Bruxelles, le

chemin d'Ohain. Les troupes alliées prirent position derrière ce chemin creux, dont les bords abrupts étaient plantés de saules et de ronces. Les artilleurs mirent leurs canons en batterie et se préparèrent à bivouaquer sous les wagons de munitions, tandis que l'infanterie, épuisée, qui n'avait pas même cet abri, se jetait dans les champs pour dormir comme elle pouvait. Seuls les innombrables chariots sur lesquels avaient été chargés les blessés graves des Quatre-Bras et la foule des blessés moins graves qui parvenaient encore à se traîner sur leurs jambes continuèrent la triste marche sur le pavé vers les hôpitaux de Bruxelles.

Quand les Français apparurent en force sur les hauteurs de la Belle-Alliance et que leur artillerie commença à tirer, tout le long de la ligne de Wellington, les servants tournèrent leurs pièces et répondirent au feu, sur ordre des généraux les plus proches ou sur initiative des commandants de batterie eux-mêmes. « Nous ouvrimes le feu sur l'infanterie française qui nous avait suivis d'un peu trop près et était disposée à continuer, se souvient un de leurs officiers ; le point de référence que nous avions était la Belle-Alliance, précisément là où la route, à cette époque, s'élargissait en une sorte d'esplanade. » Le duc de Wellington, qui n'avait donné aucun ordre, fut plutôt agacé de ce bombardement sans discrimination qui dévoilait ses positions et s'employa à le faire cesser, ce qui fut fait, même s'il fallut un peu de temps pour que l'ordre parvienne aux batteries les plus éloignées.

Le capitaine Cavalie Mercer, commandant d'une batterie à cheval, participait allègrement à la canonnade quand un individu en civil débarqua au milieu de ses canons et se mit à bavarder avec lui. L'homme portait un manteau usé et un chapeau rond qui avait été en

meilleur état. Mercer le prit pour un touriste anglais venu de Bruxelles pour voir la bataille et le traita plutôt avec brusquerie. On ne l'avertit qu'une fois l'homme parti qu'il s'agissait de sir Thomas Picton, un des généraux les plus connus de l'armée, respecté pour son courage et craint pour son caractère irascible (mais pour qui l'avait bien connu en Espagne, il était simplement « ce vieux chenapan de Picton »). Entre-temps, la nuit était tombée et tout le long de la ligne les canons progressivement se taisaient. Un des officiers de Mercer agita la main en direction des Français et cria : « Bonsoir, à demain ! »

Dans le village de Waterloo, les officiers affectés au commandement avaient réquisitionné les maisons des paysans et griffonné à la craie sur les portes les noms des généraux qui devaient y passer la nuit. Avant d'aller dormir, le comte d'Uxbridge, commandant de la cavalerie, songea à aller demander au duc quels étaient ses plans pour le lendemain. Lord Uxbridge était un de ces nombreux officiers qui n'avaient jamais combattu sous les ordres de Wellington et qui lui avaient été imposés par le ministère de la Guerre, ce qui avait suscité de très désagréables commentaires de la part du duc. La présence d'Uxbridge était d'autant plus déplaisante que ce noble lord, un protégé et compagnon de bringue du prince régent, s'était enfui six ans auparavant avec lady Charlotte Wellesley, épouse du frère de Wellington et mère de quatre enfants. Bien qu'il ait été marié lui-même et père de huit enfants, Uxbridge avait finalement épousé cette lady, après un an et demi d'hésitations et de commérages, un double divorce, un duel et la naissance d'une fille illégitime. L'époque victorienne était encore à venir, et le duc de Wellington n'était certes pas homme à se scandaliser pour si peu. Il n'apparaît cependant pas qu'il ait été précisément heureux de se retrouver avec

Uxbridge dans les jambes, y compris en Belgique. Parmi les officiers de la cavalerie, sa nomination avait été tout aussi impopulaire : Shakespear, du 10^e Hussards, passa la veille de la bataille à réfléchir aux erreurs que Sa Seigneurie avait commises jusque-là et à celles qu'elle commettrait probablement le lendemain. Selon Tomkinson, du 16^e Dragons Légers, c'était « un soldat trop jeune pour qu'on pût lui confier un commandement indépendant » (le style crâne d'Uxbridge, qui continuait à porter l'uniforme de son ancien régiment, le 7^e Hussards, masquait, semble-t-il, plutôt bien ses quarante-sept ans).

Lord Uxbridge gagna donc l'auberge de Waterloo, sur la porte de laquelle était écrit à la craie « Sa Grâce, le duc de Wellington », et alla lui demander quelles étaient ses intentions pour le jour suivant. Sa Grâce répliqua par une question :

« Qui attaquera le premier demain, Bonaparte ou moi ? »

« Bonaparte », répondit le général.

« Bien, poursuivit le duc, Bonaparte ne m'a pas informé de ses plans, et comme les miens dépendent des siens, comment voulez-vous que je puisse vous en parler ? »

Puis, comprenant qu'il était allé trop loin, Wellington s'efforça d'y porter remède. Il posa familièrement une main sur l'épaule du hussard perplexe et ajouta :

« Il y a une chose certaine, Uxbridge. C'est que, quoi qu'il arrive, vous et moi ferons notre devoir. »

3. « Le moment décisif du siècle »

À l'instar de Napoléon et de Wellington, le prince Blücher, commandant de l'armée prussienne, avait chevauché tout le jour au milieu des averses, à cette différence près qu'il n'avait pas quarante-six ans comme ses

deux collègues, mais soixante-douze. La veille au soir, à la fin de la bataille de Ligny, le vieillard avait failli se faire tuer alors qu'il commandait une charge de cavalerie, et n'avait échappé à la capture que par miracle : un aide l'avait couvert de son manteau, tandis que les cuirassiers français passaient au galop à petite distance. Mais le 17, Blücher était de nouveau en selle, après s'être fait masser ses contusions avec de l'ail et du schnaps et s'être fortifié l'estomac avec un magnum de champagne. En rencontrant l'officier de liaison anglais, sir Henry Hardinge, il se sentit en devoir de s'excuser : « *Ich stinke etwas* – je pue un peu » ; même s'il est probable que sir Henry avait tout autre chose à penser, puisque les chirurgiens venaient de lui couper un bras broyé par un boulet de canon. Jusqu'au soir, le vieux prince resta en selle sous la pluie, au milieu de ses soldats qui se retiraient vers le nord, en direction du nœud routier de Wavre.

Dans le chaos qui avait suivi la bataille de Ligny, cette petite ville avait été choisie comme point de ralliement de toutes les troupes prussiennes en retraite surtout parce qu'on pouvait l'identifier clairement sur les cartes. Quand le baron Müffling, l'officier de liaison prussien accrédité auprès de Wellington, la trouva sur la carte le matin du 17, il resta ébranlé en voyant combien elle se trouvait en arrière (« Ma foi, c'est fort loin ! » De toute évidence, les entretiens entre les officiers anglais et prussiens se tenaient en français, la langue internationale de l'époque, bien qu'elle ait été la langue de l'ennemi.) C'est à ce moment précis que Wellington, jusqu'alors persuadé que Blücher avait tenu bon à Ligny, se rendit compte qu'il lui fallait abandonner les Quatre-Bras et se retirer d'autant en arrière pour éviter d'être encerclé.

Mais la carte montrait aussi que, de Wavre, les troupes de Blücher, plutôt que de poursuivre leur retraite vers le

nord, pourraient fort bien infléchir leur trajectoire vers l'ouest et marcher en direction de Waterloo. En décidant de se retirer vers Wavre plutôt que vers l'est, vers Liège et Namur, où se trouvaient leurs places fortes et leurs magasins, les généraux prussiens avaient maintenu ouverte la possibilité de rester en contact avec leur allié. Rarement une décision stratégique prise en quelques minutes, à la lumière des lanternes, sous la pluie battante et au milieu du chaos d'une armée en déroute, se révélerait plus judicieusement prise. « Ce fut le moment décisif du siècle », observa plus tard Wellington – un commentaire qui devrait mettre fin une fois pour toutes aux discussions touchant à l'importance de la contribution prussienne à la défaite de Napoléon. (L'empereur, quant à lui, n'eut jamais le moindre doute. « Ah ! Qu'il doit un beau cierge au vieux Blücher, observa-t-il un jour à Sainte-Hélène en parlant de Wellington. Sans celui-là, je ne sais pas où serait Sa Grâce, ainsi qu'ils l'appellent, mais moi, bien sûrement, je ne serais pas ici. »)

Après avoir décidé de se retirer, le duc envoya un billet à Blücher l'informant que le lendemain il livrerait bataille à Mont-Saint-Jean, pourvu que le feld-maréchal vienne à son aide avec au moins un corps d'armée. Ce soir-là, les généraux prussiens discutèrent longuement de ce qu'il convenait de faire, au milieu de l'immense bivouac de leurs troupes dans les campagnes autour de Wavre. L'avis décisif était celui du chef d'état-major, von Gneisenau. Car, si Blücher, considéré comme un héros national et capable d'exercer un extraordinaire ascendant moral sur ses soldats, était le commandant en chef, Gneisenau était celui qui planifiait vraiment toutes les manœuvres. Comme l'observe avec malignité Müffling, « ce n'était un secret pour personne en Europe que le vieux prince Blücher, qui avait passé les soixante-dix ans,

ne comprenait absolument rien à la conduite d'une guerre, tant et si bien que lorsqu'on lui soumettait un plan il ne parvenait pas à s'en faire une idée claire, ni à juger s'il était bon ou mauvais. Cette particularité faisait qu'il fallait mettre à ses côtés quelqu'un en qui il eût confiance et qui possédât des aptitudes et des inclinations à employer dans l'intérêt général ». Ce système de commandement, que l'Allemagne impériale devait reprendre cent ans plus tard, avec l'autre couple célèbre composé de Hindenburg et de Ludendorff, ne se résumait pas à faire travailler un politique et un technicien en tandem, comme on dirait aujourd'hui. Car le « technicien », Gneisenau, avait, en l'occurrence, ses idées – qui ne concordaient pas toujours avec celles de son supérieur.

Gneisenau ne se fiait guère à Wellington, avec qui il s'était disputé pendant la préparation de la campagne. En envoyant Müffling à son commandement, il lui avait recommandé de bien se tenir sur ses gardes avec le duc de Wellington, ajoutant que par le biais de ses relations avec l'Inde et l'habitude de négocier avec les rusés nababs, ce distingué général s'était tellement habitué à la duplicité qu'il y excellait au point d'y surpasser lesdits nababs. Pendant la nuit catastrophique qui avait suivi la défaite de Ligny, Gneisenau avait repensé avec amertume aux promesses de Wellington qui, dans les jours précédents et le matin encore de la bataille, avait garanti qu'il viendrait en aide aux Prussiens. Que le duc, sévèrement pressé lui-même aux Quatre-Bras, se soit trouvé dans l'impossibilité de tenir ses engagements, c'est ce que nous savons aujourd'hui. Mais Gneisenau, en ces heures d'angoisse, ne pouvait ni ne voulait le savoir. Aussi était-il resté sur la conviction que l'on ne pouvait se fier à cet allié.

On peut donc comprendre que l'idée de courir des risques pour venir au secours de Wellington n'ait pas du tout plu à Gneisenau, d'autant que, le soir du 17, le commandement prussien n'avait toujours pas de nouvelles d'une grande partie de ses convois de munitions, avec lesquels il avait perdu contact pendant la retraite. Mais Blücher était décidé à tenir les pactes et, à la fin, il parvint à convaincre son chef d'état-major réticent. À onze heures du soir, il put donner la bonne nouvelle à sir Henry Harding (« Gneisenau a cédé ! Nous allons joindre le duc ») et dicter aussitôt un billet pour Wellington, dans lequel il donnait la garantie qu'à l'aube le 6^e corps d'armée de von Bülow – le seul des quatre corps prussiens qui n'avait pas encore combattu, et donc le plus frais – se dirigerait sur Waterloo, alors qu'un autre corps, le 2^e au commandement de von Pirch, se préparerait à le suivre. Sur le papier, ces deux corps équivalaient presque à toute l'armée de Wellington. S'ils arrivaient sur le champ de bataille, le rapport de force se renverserait dramatiquement en défaveur de Napoléon.

4. La nature des armées

Pendant que les troupes se préparent péniblement à bivouaquer, pataugeant dans la boue et cherchant un peu de paille et de bois sec pour allumer le feu, il est temps de nous arrêter pour observer d'un peu plus près la nature des armées en présence et mettre en évidence ce qui les rapproche et ce qui les sépare. En général, la qualité des troupes qui allaient s'affronter entre la Belle-Alliance et Mont-Saint-Jean était relativement homogène. L'Europe de 1815 était en guerre depuis vingt ans

et, au travers de cette expérience, toutes les armées avaient appris le métier à un haut niveau finissant par se ressembler. Un peu comme en 1918 et en 1945, l'écart tactique entre les armées les plus modernes, comme l'était à l'époque l'armée française, et les armées les plus conservatrices, comme l'anglaise, était désormais bien moindre qu'il ne l'avait été au début des guerres de la Révolution. Les troupes françaises étaient encore capables de marcher plus vite et de manœuvrer avec plus de désinvolture que toute autre, mais ce n'était plus un écart suffisant pour décider de l'issue d'une bataille.

Les différences que l'on peut malgré tout repérer dans la qualité des armées en présence n'avaient pas grand-chose à voir non plus avec le caractère national. Pareille affirmation aurait certainement surpris les contemporains, qui accordaient grande foi aux clichés sur les caractéristiques raciales des différents peuples, auxquels ils attribuaient une indéniable valeur scientifique. Mais il est de fait que le comportement des troupes, de quelque nationalité qu'elles aient pu être, fut, pour l'essentiel, le même à Waterloo. L'écart entre les troupes britanniques et les troupes « étrangères » – que les officiers et les soldats anglais, dans leur profond chauvinisme, considéraient comme impossible à combler – ne se révéla pas très significatif à l'épreuve du feu. Que seuls 35 % des soldats de l'armée de Wellington aient appartenu à l'armée britannique, tandis que 26 % appartenaient à celle des Pays-Bas, 16 % à celle du Hanovre, 9 % à celle du Brunswick, 9 % à ladite King's German Legion et 5 % à celle de Nassau était certes un désavantage du point de vue de l'organisation, mais n'était pas aussi grave, sur le plan tactique, qu'on l'a parfois soutenu.

Une différence importante naissait, en revanche, du mode de recrutement des troupes, qui était essentiellement

le fruit d'une décision politique. Les armées de 1815 se trouvaient à mi-chemin dans l'évolution conduisant du recrutement professionnel ou, disons, mercenaire, typique de l'Ancien Régime, à la conscription obligatoire qui devait caractériser les armées nationales du futur. La France révolutionnaire avait été la première à adopter le principe de la conscription universelle, selon lequel tous les jeunes gens en âge de porter les armes étaient soumis à l'appel, même si, dans les faits, seule une minorité se trouvait enrôlée chaque année à la suite d'un tirage au sort. En général, sous l'Empire, étaient appelés cent mille conscrits par an, ce qui équivalait à en tirer au sort environ un sur sept. Les derniers conscrits qui rejoignirent en masse leurs régiments furent ceux de 1814, dont l'appel avait été avancé à l'année précédente. L'armée reconstituée par Napoléon à son retour de l'île d'Elbe était donc composée en majorité de soldats qui avaient au moins une campagne derrière eux, même si les conscrits de 1814 (surnommés les « Marie-Louise », du nom de l'impératrice) n'étaient que des gamins aux yeux des vétérans d'Égypte ou d'Austerlitz.

Outre la France, le seul royaume qui pratiquait la conscription obligatoire était la Prusse, où le réveil national lié aux guerres de libération de 1813-1814 avait permis au gouvernement de faire passer le principe révolutionnaire du service militaire universel. Le potentiel humain à disposition étant peu abondant, un conscrit sur cinq se trouvait chaque année tiré au sort. Mais, du fait précisément que la conscription était d'adoption très récente, les sujets âgés de plus de vingt ans n'étaient jamais passés par le service militaire et le roi ne pouvait se permettre de négliger cette ressource. Aussi, à côté de l'armée régulière, la Prusse avait-elle organisé une milice territoriale (ou *Landwehr*) composée

de civils tirés au sort, sur une base provinciale, qui se soumettaient à un entraînement périodique, encadrés par des officiers prêtés par l'armée régulière ou mis à la retraite et rappelés.

Les différents contingents nationaux constituant l'armée hétérogène de Wellington étaient, au contraire, le reflet d'organisations étatiques qui, pour des raisons politiques, ne pouvaient se permettre d'adopter la conscription obligatoire. Dans les armées de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, du Hanovre, du Brunswick et de Nassau, les troupes régulières étaient formées de professionnels qui s'étaient engagés pour plusieurs années ou, plus souvent même, à vie et avaient été enrôlés par des officiers recruteurs qui battaient le pays en alléchant les volontaires par le versement d'une prime au comptant. Dans l'armée anglaise, le recrutement coïncidait avec les îles Britanniques : l'écrasante majorité des volontaires étaient des sujets du roi, si bien que l'armée conservait une très nette connotation nationale. Les rois des Pays-Bas et du Hanovre et les princes allemands des plus petits États, qui venaient à peine de reprendre possession de leurs territoires après la longue parenthèse de l'occupation française, avaient, en revanche, constitué leurs régiments réguliers en enrôlant des soldats de métier, souvent congédiés depuis peu de l'armée française ou de celle du royaume napoléonien de Westphalie, sans se préoccuper de leur nationalité.

Tous ces souverains épargnaient ainsi à leurs sujets la charge du service militaire obligatoire. Y compris dans ces pays, le besoin d'hommes provoqué par les guerres napoléoniennes était cependant tel qu'il était nécessaire de flanquer l'armée régulière d'une milice territoriale, formée de civils que chaque province était obligée de fournir en proportion de ses habitants. En général, le

tirage au sort de la milice était régi par des critères visant à en réduire au maximum l'impact social et à éviter toute confusion avec cette conscription exécutée. Aux Pays-Bas, par exemple, la milice était recrutée à raison d'un homme tous les cent habitants, avec d'amples exemptions pour les fils uniques, les orphelins ayant des sœurs à charge, et ainsi de suite, de manière à rendre la mesure plus supportable d'un point de vue politique. Ainsi pouvait-on exploiter le potentiel humain disponible dans le pays sans susciter l'opposition qu'aurait soulevée la conscription universelle. Dans l'armée de Wellington, les contingents des Pays-Bas, du Hanovre et de Nassau étaient donc formés en partie de régiments réguliers et en partie d'une milice. Seul le contingent britannique était entièrement composé de troupes régulières, car, en Grande-Bretagne, des garanties constitutionnelles empêchaient d'utiliser la milice en dehors du royaume.

Sur le plan de l'efficacité, la principale différence que l'on pouvait rencontrer sur le champ de bataille de Waterloo se situait précisément entre troupes régulières et milices. Improvisées, peu entraînées, les troupes de la milice, même si elles étaient encadrées d'officiers et de sous-officiers de métier, avaient inévitablement un niveau de préparation et de cohésion morale inférieur à celui des troupes régulières. Moins marqué peut-être chez les Prussiens, en raison du fort esprit national qui animait une grande partie de leur Landwehr, cet écart devenait particulièrement sensible dans les autres armées continentales ; et c'est une des raisons pour lesquelles le duc de Wellington, évaluant l'armée placée sous ses ordres, l'avait jugée « une armée infâme, très faible et mal équipée ».

5. L'armée anglaise : « La lie de la terre »

Le fait que l'armée anglaise ait été entièrement composée de professionnels ne comportait pas les implications élitaires que l'expression peut suggérer au lecteur d'aujourd'hui. Mal payé et soumis à une discipline très dure, le métier de soldat n'était guère prisé au Royaume-Uni ; il y constituait, au contraire, une vocation clairement prolétaire. Ce n'est pas par hasard qu'un fort pourcentage des enrôlés était des Irlandais, puisque, surpeuplée comme elle l'était de paysans misérables, l'Irlande était depuis toujours le principal fournisseur de chair à canon des armées de Sa Majesté : les bataillons d'infanterie que Wellington déploya à Waterloo, exception faite de quelques régiments écossais à recrutement nettement régional, comprenaient, en règle générale, entre 20 et 40 % d'Irlandais.

Par ailleurs, au fil des guerres napoléoniennes, l'armée britannique, désespérément à court d'hommes, avait dû elle aussi avoir recours au réservoir de recrues formé par la milice. De fortes pressions s'exerçaient sur les hommes localement tirés au sort pour les régiments territoriaux afin qu'ils signent un engagement dans l'armée régulière après avoir achevé leur entraînement. À Waterloo, de nombreux régiments étaient ainsi formés pour plus de moitié d'hommes qui s'étaient enrôlés après une expérience dans la milice. On considère communément que ces recrues contribuèrent, du point de vue statistique, à élever l'origine sociale et l'éducation de la troupe, qui comprenait désormais quelques jeunes gens de la petite bourgeoisie, dotés d'une certaine instruction, par ailleurs immanquablement destinés à devenir sous-officiers. Nous devons à des hommes de ce genre les rares lettres ou journaux provenant de l'armée de Wellington et

écrits par des hommes de troupe, et non des officiers. Cependant, la grande majorité des soldats était toujours composée de chômeurs qui n'avaient pas trouvé d'autre moyen de subvenir à leurs besoins. Les maigres données statistiques à disposition montrent qu'avant de s'enrôler près de la moitié étaient des journaliers agricoles et les autres des ouvriers du textile ou des apprentis artisans. Dans une société de classe comme la société anglaise, cette origine prolétaire ouvrait un abîme entre les officiers et leurs hommes : le duc de Wellington, qui n'était pas homme à nourrir des sentiments démocratiques, affirma un jour sans ménager ses termes que l'armée anglaise était recrutée parmi « la lie de la terre ».

Ce jugement charitable était partagé par ses ennemis. Lorsqu'ils parlent des « Angluches », les vétérans français se montrent toujours étonnés de la dure démarcation de classe qui sépare les soldats de leurs officiers. Les soldats anglais obéissent aveuglément, sont punis du fouet s'ils se trompent et, quand ils ont quartier libre, se saoulent comme personne. Les sous-officiers sont excellents, « ils ne montent jamais plus haut et trouvent la chose toute naturelle, tant l'idée de classe est innée dans leur esprit ». Quant aux officiers, « ils sont le plus souvent fort courageux, mais assez ignorants de leur métier, car l'éducation anglaise n'est pas tournée vers la profession des armes. De plus, ce sont des aristocrates dans toutes leurs manières, distants et hautains ». Sur le plan social, en somme, l'impression que les Français ont des Anglais et de leur armée est sans appel : « Les officiers, tous de la classe des nobles ou des gentlemen, étaient obéis sans discussion des soldats, tous de la classe des prolétaires », note un vétéran de Napoléon.

Une sensibilité plus moderne, qui suggérait de traiter la troupe plus humainement, commençait à peine à

naître dans la société anglaise. Mais la Grande-Bretagne était encore un pays où l'on encourait la peine de mort pour plus de soixante délits différents et où il arrivait tous les jours que des femmes ou des enfants soient pendus pour le vol d'un fruit. On comprend que, dans les rangs de l'armée, les officiers, surtout ceux de la vieille école, aient maintenu la discipline avec une extrême cruauté. Pour des infractions même banales, un soldat pouvait écoper de centaines de coups de fouet, qui devenaient mille ou deux mille dans les cas les plus graves, et étaient administrés avec le chat à neuf queues jusqu'à évanouissement de la victime. Dans les semaines qui précédèrent Waterloo, bon nombre de condamnations de ce genre furent exécutées en public, provoquant en Belgique une réaction de dégoût chez les civils et d'effarement chez les autorités locales qui intervinrent auprès des commandements anglais pour les inviter à limiter ces démonstrations de barbarie.

Pour ce qui est de la composition aristocratique du corps des officiers, le jugement doit être nuancé. Parmi les officiers inférieurs des régiments anglais, il y avait aussi beaucoup de fils d'employés ou de négociants, des représentants de la bourgeoisie urbaine laborieuse qui créait la richesse de l'Angleterre. Ceux-ci faisaient toutefois difficilement carrière et vieillissaient comme lieutenants ou, tout au mieux, capitaines, n'ayant pas l'argent nécessaire pour payer leur avancement. De fait, une promotion s'obtenait ordinairement en acquérant ce que l'on appelle en anglais une *commission* et que l'on traduit mal par « grade », car il s'agit plutôt d'une charge de commandement, comparable aux offices publics vendus, dans toutes les monarchies d'Ancien Régime, au plus offrant. L'acquisition d'un grade était un véritable investissement, du moment que n'importe quel officier pouvait revendre sa *commission*

lorsqu'il s'était fatigué de la vie militaire. Le ministère se contentait de sanctionner l'opération et de vérifier que personne ne puisse sauter un ou plusieurs passages : il fallait absolument occuper tous les grades, l'un après l'autre, pour s'élever dans la hiérarchie. Mais les riches avançaient malgré tout très vite, acquérant une *commission* de grade supérieur dès que s'en offrait une dans un quelconque régiment. Arthur Wellesley, avant d'être le duc de Wellington, fut cornette à dix-huit ans et lieutenant-colonel à vingt-quatre : en six ans, il avait eu cinq promotions, toutes sur paiement, et était passé par sept régiments différents, sans jamais avoir prêté un seul jour de service à la guerre.

La promotion au mérite n'était cependant pas inconnue dans l'armée de Sa Majesté et l'on peut citer quelques cas d'ascension stupéfiants : sir John Elley, colonel des Royal Horse Guards, blessé à Waterloo tandis qu'il servait dans l'état-major de Wellington, était fils de concierge et était entré dans l'armée comme simple soldat. Selon le critère suivi par le ministère, la promotion au mérite ne s'appliquait qu'au remplacement des officiers tombés au combat, puisque, dans ce cas, les postes se libéraient d'eux-mêmes sans que personne ait à rembourser qui que ce soit. On comprend dès lors que, lorsque la brigade de sir John Lambert, faisant route de l'Amérique vers l'Angleterre au printemps 1815, sut que Napoléon s'était enfui de l'île d'Elbe et avait repris le pouvoir en France, les officiers s'abandonnèrent à des manifestations de joie. Le major¹ Harry Smith, ayant appris la grande nouvelle d'un marchand croisé dans la Manche, lança son chapeau en l'air en criant : « Hourrah ! Je serai

1. Dans l'armée anglaise, commandant ou chef de bataillon [N.d.T.].

lieutenant-colonel avant la fin de l'année ! » Le 40^e régiment, embarqué à bord d'un autre navire, reçut la nouvelle d'une frégate anglaise, et « les jeunes officiers, dans l'attente d'une promotion, furent si heureux qu'ils payèrent un verre de grog à leurs hommes pour qu'ils soient tous aussi joyeux qu'eux » (ils n'avaient pas tort : à quelques semaines de là, le commandant du régiment et un des capitaines allaient être tués à Waterloo et, sitôt après, quatre subalternes allaient avoir leurs promotions).

Si l'on considère qu'en 1815 l'armée anglaise combattait sans interruption depuis de nombreuses années et que les batailles dans la péninsule Ibérique s'étaient accompagnées d'un lourd tribut de sang, on peut légitimement penser qu'à Waterloo le pourcentage des officiers promus pour leur mérite était beaucoup plus élevé que quelques années plus tôt ou quelques années plus tard. Le fait que l'armée ait été, en définitive, plus bourgeoise et que la méritocratie y ait tenu davantage de place qu'on ne pourrait le croire ne signifie pourtant pas qu'il faille faire grand cas de son professionnalisme, au sens moderne du terme : « Dans l'armée anglaise, personne ne lit jamais un règlement ou un ordre, sinon à la manière d'un roman amusant », protestait le duc de Wellington et, comme nous le verrons, la conduite de nombreux officiers à Waterloo confirme cette observation. Ce qui faisait le bon officier, c'était le courage avec lequel il donnait l'exemple à ses hommes, fruit d'un sens de l'honneur rigide qu'avaient en partage tous les gentlemen, et rien d'autre.

Il convient de préciser que les mécanismes des nominations étaient entièrement différents pour les commandants de brigade, de division et de corps d'armée. Comme il ne s'agissait pas d'une commission qui pouvait être acquise, mais d'une charge temporaire conférée

pour la durée d'une campagne, ceux-ci étaient choisis avec la prudence propre, dans ce domaine, aux monarchies d'Ancien Régime. C'étaient donc d'ordinaire des hommes d'âge mûr, même s'ils n'étaient pas vieux : l'âge moyen des commandants de corps et de division dans l'armée anglaise à Waterloo était de quarante-quatre ans et demi. La seule exception était le prince d'Orange, fils du roi des Pays-Bas, à qui, pour d'évidents motifs politiques et selon une habitude elle aussi répandue dans les vieilles monarchies, avait été confié le commandement d'un corps d'armée, malgré ses vingt-trois printemps.

Quoi qu'il en soit, le jugement sec que le duc de Wellington et les vétérans français portaient sur l'armée anglaise ne concernait pas, dans l'ensemble, son efficacité militaire. Pour prolétaire et semi-analphabète qu'il ait été, le soldat anglais, bien nourri de viande et de bière, réchauffé par le gin et intimement persuadé de sa supériorité sur la racaille étrangère qu'il avait à affronter, était un magnifique combattant. Wellington lui-même admit « la fréquence et l'énormité » des délits commis par ses soldats à l'encontre de la population civile et ajouta qu'il ne savait se l'expliquer sinon de ce fait : « Nous avons beaucoup d'hommes qui avaient abandonné leur famille à une vie de famine, tentés par quelques guinées avec lesquelles se saouler. »

Un général français, le général Foy, écrit à son tour, sur la base de l'expérience faite en Espagne, que « le soldat anglais est stupide et intempérant », mais ajoute que cela n'est pas un désavantage : « Une discipline de fer tire parti de certains de ses défauts, et neutralise les autres », si bien qu'en définitive « la force principale de l'armée anglaise tient au fait que des masses d'hommes ignorants se laissent conduire aveuglément par des hommes plus éclairés qu'eux ». Le duc de Wellington

serait certainement tombé d'accord. Son commentaire méprisant rapporté plus haut se conclut en réalité par un éloge ambigu du soldat britannique : « Soit dit entre nous, nos amis sont la lie de la terre. Les gens disent qu'ils s'enrôlent poussés par une belle vocation militaire. Ce n'est que bavardage. Il n'existe rien du genre. Certains de nos hommes s'enrôlent parce qu'ils ont engrossé une jeune fille ; d'autres parce qu'ils sont recherchés ; de bien plus nombreux par désir de se saouler ; il est difficile d'imaginer une pareille collection d'individus, et au vrai il y a de quoi s'étonner que nous soyons parvenus à en faire des gens aussi remarquables. »

6. L'armée française :

« Tout le monde doit marcher »

L'armée française, recrutée sur la base de la conscription obligatoire, présentait un visage complètement différent. Certes, même si l'obligation de se présenter au tirage au sort pesait, en théorie, sur tous les citoyens de sexe masculin, une multitude d'exemptions, de faveurs et de corruptions, ainsi que le droit parfaitement légal de se payer un remplaçant si l'on avait l'argent pour le faire, faisait surtout retomber le poids de la conscription sur le prolétariat rural. Toutefois, l'armée pouvait et voulait se considérer comme représentative de l'ensemble de la société, d'une manière qui aurait été inconcevable pour les Anglais. Wellington lui-même observa : « L'armée française est composée très différemment de la nôtre. La conscription appelle une quote-part de chaque classe ; peu importe si c'est ton fils ou le mien : tout le monde doit marcher. »

En 1815, les cadres étaient ceux des régiments maintenus en service, avec des effectifs réduits, par les Bourbons pendant la première Restauration. S'était ajouté un certain nombre d'officiers, de sous-officiers et de soldats, congédiés en 1814, qui avaient décidé de répondre à l'appel de Napoléon en revenant sous les drapeaux. Les idées égalitaires de la Révolution, restées vives dans l'armée et parfaitement conciliables avec le culte de l'empereur, se reflétaient en particulier chez les officiers, qui étaient en grande partie des soldats ou des sous-officiers promus au mérite : on a calculé que près des trois quarts de l'ensemble des officiers qui servirent sous Napoléon étaient sortis du rang. À titre de comparaison, dans l'armée anglaise, le pourcentage équivalant oscillait entre 5 et 10 %.

Aux niveaux les plus élevés, l'armée de Napoléon comptait également un grand nombre d'officiers de carrière qui avaient déjà servi sous l'Ancien Régime et qui provenaient de la vieille noblesse. Mais l'empereur ne faisait pas de différence entre ces derniers et les officiers de même grade sortis du rang qui, aux anciens temps, auraient probablement été leurs valets ou leurs ordonnances. Le comte d'Erlon, commandant du 1^{er} corps, était un simple soldat sous la monarchie. À la Révolution, il avait été promu au rang de caporal. Parmi ses quatre commandants de division, Marcognet était le fils d'un vrai comte, de la noblesse rurale de Vendée, et était déjà officier avant la Révolution, à l'instar de Durutte, qui avait carrément été condamné à mort en tant que monarchiste sous la Terreur ; mais le troisième, Donzelet, était un simple soldat du roi promu officier au temps de Robespierre et le quatrième, Quiot, s'était enrôlé comme volontaire à seize ans, en 1791, au plus fort de la Révolution.

Socialement très mêlé et en grande partie formé de personnes d'origine humble, le corps des officiers de Napoléon à Waterloo n'était cependant plus aussi jeune que par le passé. En particulier dans les rangs élevés, l'âge moyen ne différait guère de celui d'armées bien plus conservatrices, comme l'armée anglaise. Les vingt-six commandants de corps et de division qui combattaient à Waterloo avaient en moyenne quarante-quatre ans et demi, exactement le même âge que les officiers anglais de même grade. Et, là aussi, le plus jeune était un prince de sang, Jérôme Bonaparte, frère de Napoléon, auquel avait été confiée une division en dépit de ses trente et un ans. Sous cet aspect, l'armée impériale ressemblait davantage à celles des vieilles monarchies qu'à l'armée révolutionnaire dont elle était issue. Un vétéran, le capitaine Blaze, observe à ce propos : « Après chaque bataille, une nuée d'officiers envoyés de Paris venait fondre sur nos régiments pour s'emparer des meilleures places vacantes. La nouvelle noblesse était comme l'ancienne ; toutes les noblesses possibles en sont là. Si l'Empire avait duré dix ans encore, on aurait cité comme fait remarquable qu'un roturier eût été nommé colonel. »

On a évalué de manière contrastée la qualité de l'armée que Napoléon conduisit à Waterloo. Selon certains, cette armée, dont les soldats étaient tous français, était la meilleure que l'empereur ait commandée depuis de nombreuses années. En théorie, du reste, les soldats auraient tous dû être des vétérans, dès lors que les conscrits de 1815 n'eurent pas le temps de rejoindre leurs unités. Et pourtant, bon nombre de témoignages assurent qu'il y avait dans maints régiments un fort pourcentage de jeunes soldats n'ayant jamais essuyé le feu. Le jugement sur lequel on peut le mieux s'accorder est probablement celui de Henry Houssaye, l'historien

du XIX^e siècle, qui, après avoir analysé une masse énorme de documents et de témoignages, conclut en ces termes : « Impressionnable, raisonneuse, sans discipline, suspectant ses chefs, troublée par la crainte des trahisons et ainsi accessible peut-être à la panique, mais aguerrie et aimant la guerre, enfiévrée de vengeance, capable d'efforts héroïques et de furieux élans, et plus fougueuse, plus exaltée, plus ardente qu'une quelconque autre armée républicaine ou impériale, telle était l'armée de 1815. Napoléon n'avait jamais eu entre ses mains un instrument de guerre aussi redoutable, ni aussi fragile. »

Les opinions des contemporains, le plus souvent négatives, se ressentent du fait qu'elles furent émises sous l'impression produite par la catastrophe. Le capitaine Duthilt observa que trop de régiments avaient été formés en amalgamant des hommes qui avaient longtemps combattu sur des fronts différents, ne se connaissaient pas entre eux et ne pouvaient pas avoir pleinement confiance en leurs officiers. Les soldats qui avaient fait l'expérience de la défaite au cours des dernières années et avaient servi les Bourbons, et plus encore les prisonniers rentrés d'Angleterre ou de Russie avaient perdu beaucoup de leur enthousiasme. Desales, qui commandait l'artillerie du 1^{er} corps, écrivit : « J'avais un personnel assez nombreux ; à l'exception des officiers, tout cela n'était ni fort instruit, ni fort aguerri. Il s'en fallait prodigieusement qu'ils valussent nos vieux soldats du camp de Boulogne. » Mais leurs ennemis, eux, les jugèrent plus que suffisamment aguerri lorsqu'ils eurent à les affronter. Comme le dit un officier anglais à qui l'on demandait si, à Waterloo, il s'était trouvé face à la Vieille Garde : « Je regrette beaucoup, mais je n'ai pas été informé de l'identité de mes adversaires. Ce pouvait être la Vieille Garde, la Jeune Garde ou aucune garde du

tout. Ce qui est certain, c'est qu'ils étaient là, et qu'ils semblaient assez dangereux et assez méchants pour pouvoir être n'importe quoi. »

7. L'armée prussienne

L'armée de la Prusse, qui sous Frédéric le Grand était considérée comme la première d'Europe, avait subi une réorganisation complète au cours des guerres napoléoniennes ; plus exactement après que Napoléon l'eut anéantie en 1806. Quoique beaucoup plus petite que la précédente, la nouvelle armée s'était montrée assez efficace pendant les guerres de libération de 1813-1814. La Prusse n'avait pas seulement adopté le système français du service militaire obligatoire ; elle l'avait modernisé en introduisant le principe selon lequel les conscrits, lorsqu'ils avaient fini leur temps, restaient inscrits aux effectifs, dans des régiments de réserve susceptibles d'être rappelés en cas de guerre. Ces régiments, encadrés par des officiers et des sous-officiers de métier, étaient certes moins efficaces que ceux de l'armée régulière, mais dans l'ensemble ils étaient tout aussi fiables. Le souffle de renouveau des guerres de libération avait rapidement transformé de sujets en citoyens les paysans allemands et en partie polonais qui constituaient le gros des recrues sans qu'ils cessent d'être les excellents soldats qu'ils avaient été dans les anciens temps.

Pour les encadrer, il y avait un corps d'officiers toujours issu dans sa totalité de la noblesse terrienne, qui maintenait un lien fort avec la vieille armée prussienne de Frédéric le Grand : à compter du grade de capitaine, tous les officiers présents à Waterloo étaient déjà en service avant 1806. Il n'est pas indifférent de noter que

l'âge moyen des commandants de corps et de division était le même dans l'armée de Blücher que dans les armées de Napoléon et de Wellington, soit quarante-cinq ans – preuve, une fois encore, de la tendance au nivellement qui caractérisait toutes les armées de l'époque. Là aussi, le seul général vraiment jeune était un prince de sang, le prince Wilhelm, fils du roi, qui commandait à dix-huit ans la cavalerie du 6^e corps et allait vivre assez longtemps pour devenir l'empereur du nouveau Reich en 1871.

À la veille de Waterloo, l'armée prussienne était toutefois sujette à ce que nous pouvons appeler une crise de croissance. Le Congrès de Vienne avait ramené le royaume de Prusse au rang de grande puissance européenne et avait notablement élargi ses frontières, mettant à disposition de l'armée un vaste bassin de recrutement dont le matériel humain était cependant moins fiable que celui des vieilles provinces. Dans le même temps, le gouvernement prussien avait décidé d'intégrer dans l'armée régulière les régiments de réserve tout autant que les nombreuses formations de volontaires (*Freikorps*) constituées pendant les guerres de libération et diverses troupes allemandes passées du service de Napoléon à celui de la Prusse. Sur le papier, ces multiples formations, d'efficacité inégale et vêtues des uniformes les plus divers, constituaient des régiments réguliers prussiens, mais leur réorganisation était à peine commencée quand le retour de Napoléon contraignit la Prusse à concentrer son armée en Belgique.

Quelque vingt-cinq régiments d'infanterie, sur les trente et un que comprenait l'armée prussienne, étaient sous les ordres de Blücher en juin 1815. Mais seuls sept d'entre eux étaient des régiments de longue tradition, existant déjà avant 1813, dotés d'effectifs stables et vêtus

d'uniformes réguliers. Dix autres étaient des régiments de réserve, à peine recomptabilisés comme régiments réguliers, et encore en partie vêtus de vieux uniformes donnés par l'Angleterre ou d'uniformes français constituant des prises de guerre. Deux régiments avaient précédemment formé l'infanterie du grand-duché de Berg et avaient été incorporés tels quels, avec leur uniforme blanc de coupe française. Deux autres provenaient de la Légion russo-allemande, constituée par les Russes en 1812 avec des prisonniers de guerre des nationalités les plus variées, et revêtaient encore l'uniforme russe vert sombre. Enfin, trois autres régiments provenaient de la fusion des anciens combattants des Freikorps, de ce qui restait des troupes du royaume napoléonien de Westphalie et des remplaçants recrutés dans les provinces rhénanes nouvellement acquises.

Bien entendu, la plupart de ces régiments se comportèrent dignement sur le champ de bataille. Mais il est clair que leur cohésion, leur niveau d'entraînement et même leur patriotisme n'étaient pas comparables à ceux des vieux régiments prussiens. Les soldats congédiés après avoir reçu un entraînement s'avèrent en nombre insuffisant pour compléter les nouveaux et ambitieux effectifs, si bien qu'il fallut incorporer, y compris dans les troupes régulières, un certain pourcentage de recrues trop peu préparées et que, dans l'ensemble, le rendement des régiments prussiens se révéla inégal. Comme l'écrit le plus récent historien de la participation prussienne – et allemande – à la bataille de Waterloo, Peter Hofschroer, « l'armée que le royaume de Prusse mena au combat en 1815 était, en termes de qualité du matériel humain, d'équipement et d'organisation cohérente, probablement la pire que la Prusse ait jamais employée tout au long des guerres révolutionnaires et napoléoniennes ».



NORD COMPO
m u l t i m é d i a

Composition et mise en pages
Nord Compo à Villeneuve-d'Ascq

N° d'édition : L.01EHQN000846.N001
Dépôt légal : février 2015

